



Assemblée générale

Distr. générale
21 avril 2025
Français
Original : anglais

Soixante-dix-neuvième session

Point 16 a) de l'ordre du jour

**Questions de politique macroéconomique :
commerce international et développement**

**Lettre datée du 17 avril 2025, adressée au Secrétaire général
par le Représentant permanent de la Chine
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint la position du Gouvernement chinois relative à son opposition aux tarifs douaniers abusifs pratiqués par les États-Unis (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 16 a) de l'ordre du jour.

Le Représentant permanent et
Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire
de la République populaire de Chine
auprès de l'Organisation des Nations Unies
(*Signé*) **Fu Cong**



Annexe à la lettre datée du 17 avril 2025 adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de la Chine auprès de l'Organisation des Nations Unies Position du gouvernement chinois relative à son opposition aux tarifs douaniers abusifs pratiqués par les États-Unis

Récemment, les États-Unis ont imposé des tarifs douaniers à tous leurs partenaires commerciaux, y compris la Chine, sous divers prétextes. Cette décision porte gravement atteinte aux droits et intérêts légitimes de tous les pays, contrevient profondément aux règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), sape sérieusement le système commercial multilatéral fondé sur des règles et perturbe lourdement l'ordre économique mondial. Le Gouvernement chinois condamne fermement cette mesure et s'y oppose résolument.

En agissant ainsi, les États-Unis défient les lois fondamentales de l'économie et les principes du marché, font fi de l'équilibre acquis grâce aux négociations commerciales multilatérales, ferment les yeux sur le fait qu'ils ont longtemps tiré un avantage considérable du commerce international et brandissent les tarifs douaniers comme une arme pour exercer une pression maximale au service de leurs intérêts égoïstes. Il s'agit d'un acte typique d'unilatéralisme, de protectionnisme et d'intimidation économique. Sous le couvert de la « réciprocité » et de l'« équité », les États-Unis jouent un jeu à somme nulle, dont l'objectif est essentiellement de promouvoir leur principe de « l'Amérique d'abord » et de « l'exceptionnalisme américain ». Ils cherchent à tirer parti des tarifs douaniers pour renverser l'ordre économique et commercial international actuel, faire passer leurs intérêts avant le bien commun de la communauté internationale et servir leurs ambitions hégémoniques au détriment des intérêts légitimes de tous les pays. Un tel comportement ne manquera pas de susciter une opposition généralisée de la communauté internationale.

La Chine est une civilisation ancienne, une terre de bienséance et de justice. Le peuple chinois apprécie la sincérité et la bonne foi. Nous ne provoquons pas d'agitation et ne nous laissons pas intimider par les comportements qui cherchent à la susciter. Le recours à la pression et aux menaces n'est pas la bonne manière d'agir avec la Chine. La Chine a pris et continuera de prendre des mesures résolues pour sauvegarder sa souveraineté, sa sécurité et ses intérêts en matière de développement. Les relations économiques entre la Chine et les États-Unis devraient être mutuellement bénéfiques et gagnant-gagnant par nature. Les États-Unis devraient se rallier à l'aspiration commune des peuples des deux pays et du monde entier, et, soucieux des intérêts fondamentaux des deux pays, cesser d'utiliser les tarifs douaniers comme une arme pour réprimer économiquement la Chine et cesser de porter atteinte aux droits légitimes du peuple chinois au développement.

En tant que deuxième économie mondiale et deuxième marché mondial pour les biens de consommation, la Chine s'engage à s'ouvrir toujours davantage au monde, quelle que soit l'évolution de la situation internationale. Nous continuerons de promouvoir une ouverture de haut niveau. Nous élargirons progressivement notre ouverture institutionnelle en matière de règles, de réglementations, de gestion et de normes. Nous mettrons en œuvre des politiques de haut niveau en matière de libéralisation et de facilitation du commerce et des investissements. Nous favoriserons un environnement commercial de premier ordre, axé sur le marché, fondé sur le droit et internationalisé. Et nous partagerons nos perspectives de développement avec le monde entier afin d'en tirer des avantages mutuels.

La mondialisation économique est la seule voie vers le progrès humain. Le système commercial multilatéral centré sur l'OMC et fondé sur des règles joue un

rôle essentiel dans la promotion du commerce mondial, de la croissance économique et du développement durable. L'ouverture et la coopération constituent une tendance historique. Le monde ne doit pas retomber dans l'isolement mutuel ou la fragmentation et s'y refusera. Le monde entier aspire à une coopération gagnant-gagnant. L'intimidation économique, qui consiste à faire porter les risques à d'autres, finira par se retourner contre ceux qui y ont recours. Il incombe à la communauté internationale de rendre la mondialisation économique plus ouverte, plus inclusive, plus équilibrée et plus profitable pour toutes et tous.

Le développement est un droit inaliénable de tous les pays et non l'apanage de quelques-uns. Les affaires internationales doivent être gérées au moyen de consultations, et l'avenir du monde doit être décidé par tous les pays. Nul ne sort gagnant d'une guerre ou de guerres des tarifs. Le protectionnisme est une impasse. Tous les pays doivent respecter les principes de vaste consultation, de contribution conjointe et de partage des bénéfices. Ils devraient pratiquer un véritable multilatéralisme, s'opposer conjointement à toutes les formes d'unilatéralisme et de protectionnisme, et défendre le système international centré sur l'ONU et le système commercial multilatéral centré sur l'OMC. Nous sommes convaincus que la grande majorité des pays, attachés à l'équité et à la justice, se rangera du bon côté de l'histoire et agira au mieux de ses intérêts. Le monde doit opter pour l'équité et rejeter l'hégémonisme.
